

participent à ces
Étrangères de l'Asie
partenaires de dialogue
grand avancement de la
Canada et l'Asie, qui
que s'est effectué dans
son premier mandat
accrédité.

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRETÉAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



ALLOCUTION DE
L'HONORABLE ALLAN J. MACÉACHEN,
VICE-PREMIER MINISTRE ET
SECRETÉAIRE D'ÉTAT AUX
AFFAIRES EXTÉRIEURES,
LORS DE SA RENCONTRE AVEC
AVEC LES MINISTRES DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE
L'ASSOCIATION DES NATIONS
DE L'ASIE DU SUD-EST,
BANGKOK,
LE 27 JUIN 1983

(TRADUCTION)

Je suis très heureux de me trouver à Bangkok pour participer à ces rencontres des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN avec leurs homologues des pays partenaires du Dialogue. Ces sessions sont devenues un grand mécanisme de discussions ministérielles entre le Canada et l'ASEAN. J'ai très vivamment à l'esprit le voyage que j'ai effectué dans les pays de l'ASEAN en 1976, pendant mon premier mandat comme secrétaire d'État aux Affaires extérieures. J'avais profité de l'occasion pour annoncer à Djakarta que le Canada souhaitait ouvrir un dialogue officiel avec l'ASEAN; voilà pourquoi j'ai grand plaisir à participer pour la première fois à ces réunions.

Le développement de notre relation avec l'ASEAN reflète l'engagement politique du Canada à l'égard de l'Association et de ses membres. Cet engagement découle de notre conviction que l'Association apporte une contribution sensible à la paix et à la stabilité en Asie du sud-est, notamment par son approche du problème de l'occupation continue du Cambodge par le Vietnam. Le Canada appuie les initiatives de l'ASEAN pour promouvoir un règlement du problème conformément aux souhaits de la communauté internationale, tels qu'exprimés dans la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies et à l'occasion de la Conférence internationale de 1981 sur le Kampuchea. Le Canada est lui aussi d'avis que tout règlement du problème cambodgien doit garantir le droit du peuple khmer à décider de son propre avenir, sans ingérence extérieure.

La contribution de l'ASEAN à la stabilité de l'Asie du sud-est, et à celle de l'ensemble de la région de l'Asie et du Pacifique, témoigne également des progrès sociaux et économiques réalisés par l'Association et ses membres. Les pays de l'ASEAN illustrent le succès que peuvent remporter des pays du tiers monde: ils sont un modèle non seulement pour la coopération Nord-Sud, mais également pour la coopération Sud-Sud. Malgré les récents reculs causés par la récession mondiale, vous avez maintenu des taux de croissance qui font l'envie d'une bonne partie du monde développé. De plus, malgré les atteintes à votre sécurité émanant de l'extérieur et de l'intérieur de la région, vous avez maintenu votre attachement à des sociétés ouvertes et pluralistes. Ces points forts et les valeurs véhiculées par vos cultures traditionnelles vivantes sont

.../2

devenus la grande caractéristique de la performance internationale de l'ASEAN, performance qui incite le respect et l'appui des autres pays.

Pour ces raisons, votre association est devenue importante pour le Canada et constitue maintenant un élément permanent de notre réflexion sur l'Asie et le Pacifique. Nous ne prenons aucune grande décision sur cette région sans tenir pleinement compte des vues et des intérêts de l'ASEAN. Le problème du Cambodge et la question connexe de l'aide au Vietnam en sont des exemples. Je peux ainsi vous assurer que le Canada continuera d'appuyer l'ASEAN dans son opposition aux Vietnamiens qui contestent les pouvoirs du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique aux Nations Unies. Le Canada refusera également d'appuyer, dans ses programmes bilatéraux et au sein des institutions multilatérales, la prestation d'une aide économique au Vietnam qui aurait l'effet de subventionner ou de récompenser l'occupation militaire du Cambodge par Hanoi.

La visite du Premier ministre Trudeau en janvier visait à souligner l'importance de l'ASEAN pour le Canada et à faire mieux comprendre au public canadien et à l'ensemble de la communauté internationale la nouvelle stature politique et économique qu'a acquise votre Association. Dans ce contexte, le Premier ministre Trudeau a tenté de renforcer le rôle du Canada en tant qu'ami fiable de l'ASEAN, et en tant qu'artisan d'une meilleure prise en compte des besoins et des désirs du tiers monde.

L'un des grands objectifs de la visite du Premier ministre était l'élargissement des relations commerciales et économiques avec l'Association. Ainsi, dans chaque pays visité, le Premier ministre a rencontré d'importants hommes d'affaires canadiens, qui ont également pu rencontrer des dirigeants politiques et des représentants gouvernementaux dans chaque capitale des pays membres. La chose nous semble importante, car elle nous permet de mieux faire connaître les ressources canadiennes dans la région.

Pour promouvoir davantage cet objectif, le ministre d'État au Commerce international, Gerald Regan, a dirigé une mission commerciale dans les pays de l'ASEAN au début de mai. Cette visite a permis de confirmer le sérieux avec lequel le Canada entend promouvoir un raffermissement de ses liens avec la région. La visite du ministre a également souligné l'importance du commerce en tant que mécanisme à deux voies, soit l'exportation et l'investissement. Il a rencontré plusieurs ministres, hauts fonctionnaires et dirigeants d'organismes d'État de chacun des pays membres. Comme celle du Premier ministre, la visite de M. Regan a permis de donner aux hommes d'affaires canadiens un meilleur accès aux plus hauts niveaux

décisionnels dans les pays de l'ASEAN, ce dont nous sommes reconnaissants. Vos pays ont réussi à combiner entreprises publiques et privées et à amener une participation étrangère à l'effort de développement national. Le fait que vous sembliez plus disposés à considérer le Canada comme un partenaire mature et logique dans l'édification de ce processus constitue sans doute une mesure de l'incidence qu'ont eues ces deux visites.

Le 26 avril, j'ouvrais la séance inaugurale du Comité mixte de coopération Canada-ASEAN, événement que j'ai décrit comme marquant la maturation d'un processus dans nos relations avec l'Association. Les discussions du Comité ont beaucoup contribué à sortir la relation d'une définition étroitement fondée sur l'aide traditionnelle au développement, même si le Canada a réaffirmé son engagement de fournir une telle aide, actuellement évaluée à 5,1 millions de dollars au titre des projets sur le terrain, un autre 7,5 millions de dollars étant prévus pour des projets qui avantageront l'ASEAN. La mise en application de deux autres projets (la deuxième phase d'établissement du Centre de semences forestières et la création possible d'un centre d'utilisation des produits forestiers) pourrait faire passer à quelque 20 millions de dollars pour les toutes prochaines années la valeur globale des projets canadiens qui profitent à l'Association. Dans ce contexte, il a été réconfortant de constater que le Comité mixte de coopération a exploré la possibilité d'une coopération dans des domaines aussi divers que la science et la technologie, les communications, les musées, le développement de la radiodiffusion, les opérations financières spécialisées et les échanges culturels et journalistiques. Plusieurs de ces domaines sont importants parce qu'ils offrent la possibilité de meilleurs contacts entre les populations du Canada et des pays de l'ASEAN.

Les Canadiens reconnaissent de plus en plus l'importance de l'Asie et du Pacifique et, depuis un an, nous avons pris plusieurs mesures qui favoriseront les contacts entre les populations du Canada et de l'ouest du Pacifique. En mars, le gouvernement a annoncé la formation d'un comité chargé d'établir une Fondation de l'Asie et du Pacifique, institution privée qui aura pour mandat d'élargir la gamme des divers intérêts canadiens en Asie et dans le Pacifique par la stimulation et la coordination des activités nouvelles et existantes. On prévoit que la Fondation aidera également à mieux faire connaître la région à la population canadienne et à lui montrer son importance pour le Canada.

Cette initiative d'établir une Fondation de l'Asie et du Pacifique est un exemple de la nature de plus en plus tripartite de l'approche canadienne de la région - une

approche qui appelle la participation du gouvernement, du secteur privé et du monde universitaire. Le secteur privé canadien en particulier réagit bien à cette approche, et j'aimerais attirer votre attention sur la série de conférences "Ouverture sur le Pacifique" organisées par le secteur privé, et dont la prochaine se tiendra à Calgary (Alberta) en octobre. Nous nous efforçons également de renforcer la coopération dans la région du Pacifique en établissant un comité de la coopération Canada-Pacifique qui rassemble des représentants du gouvernement ainsi que des membres du secteur privé et du monde universitaire. Cette approche reflète notre point de vue selon lequel seule la pleine participation du secteur privé nous permettra d'établir les liens économiques durables qui sont essentiels à nos intérêts sur le long terme. C'est en tissant un réseau toujours plus dense de contacts que l'on favorisera une meilleure connaissance et une meilleure compréhension mutuelle entre le Canada et l'ASEAN.

Je suis ici à Bangkok pour promouvoir le processus des contacts et des communications qui établira et renforcera la compréhension entre le Canada et l'ASEAN. Ces réunions au niveau ministériel sont devenues, de l'avis du Canada, non seulement la plus importante rencontre annuelle des pays de l'Asie et du Pacifique et de leurs principaux partenaires, mais également un important mécanisme Nord-Sud qui rassemble quelques grands pays industrialisés et certains des membres les plus influents du tiers monde. Le caractère informel et la franchise de ces discussions m'ont tout particulièrement impressionné. Je peux vous assurer que ces rencontres continueront de jouer un grand rôle dans le calendrier annuel des importantes consultations politiques internationales du Canada.